

ARRETE n° 309 MINAGRI.DGPDA. portant création d'une Cellule focale de coordination de la Lutte contre le Trafic, le Travail et l'Exploitation des Enfants dans la culture du cacao et dans l'agriculture commerciale en abrégé "CFC-LTTEE"

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'AGRICULTURE,

Vu le décret n° 2003-65 du 13 mars 2003 portant nomination des membres du Gouvernement tel que modifié et complété par le décret n° 2003-346 du 12 septembre 2003 et par le décret n° 2003-349 du 15 septembre 2003 ;

Vu le décret n° 2003-102 du 24 avril 2003 portant attributions des membres du Gouvernement de Réconciliation nationale tel que modifié et complété par le décret n° 2003-398 du 24 octobre 2003 ;

Vu le décret n° 2003-141 du 27 mai 2003 portant organisation du ministère d'Etat, ministère de l'Agriculture,

DECRETE :

Article premier. – Il est créé une Cellule Focale de coordination sur la question de la lutte contre le Trafic, le Travail et l'exploitation des Enfants dans la culture de cacao et dans l'agriculture commerciale, en abrégé CFC-LTTEE/MINAGRI.

Art. 2. – La Cellule Focale de coordination du ministère d'Etat, ministère de l'agriculture comprend :

- un représentant des filières café - cacao
- un représentant des filières palmier à huile et cocotier
- un représentant des filières ananas et banane
- un représentant de la filière canne à sucre
- un représentant de la filière coton
- un représentant de la filière hévéa
- un représentant de l'ANADER
- deux représentants du ministère d'Etat, ministère de l'agriculture dont le coordonnateur de la Cellule Focale.

Les membres seront désignés par leur structure après concertation avec le coordonnateur.

Art. 3. – La Cellule Focale de coordination a pour mission de :

- coordonner toutes les activités sur la question du trafic, du travail et de l'exploitation des enfants dans la culture du cacao et dans l'agriculture commerciale ;
- analyser tous les dossiers relatifs à la traite des enfants et les pires formes de travail des enfants dans l'agriculture ivoirienne,
- informer régulièrement le ministre relativement au trafic, au travail et à l'exploitation des enfants dans la culture du cacao et dans l'agriculture commerciale.

Art. 4. – Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature et sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire

Abidjan, le 16 septembre 2005.

Amadou GON COULIBALY.

**MINISTERE D'ETAT
MINISTERE DES INFRASTRUCTURES
ECONOMIQUES**

Arrêté n° 176 MEMIE CAB. autorisant la société IVOIRE OIL, 18 B. P. 3213 ABIDJAN 18, à occuper temporairement une parcelle du domaine public routier, sise à Yopougon Niangon Sud après le carrefour SIDECEI d'une contenance de 1500 m², dans la commune de Yopougon aux fins d'y construire une station de distribution de produits pétroliers.

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES,

Vu la constitution ;

Vu la loi n° 83- 788 du 2 août 1983 déterminant les règles d'emprises et de classement des voies de communication et réseaux divers de l'Etat et des collectivités territoriales ;

Vu l'ordonnance 61-183 du 18 mai 1961 portant fixation des redevances exigibles pour l'occupation du domaine public et privé de l'Etat (ART 2 paragraphe 1) ;

Vu le décret du 29 septembre 1928 portant réglementation du domaine public et les servitudes d'utilité publique modifié et complété par le décret du 7 septembre 1935 ; n° 52-679 du 3 juin 1952 ; et n° 55-490 du 5 mai 1955 et son arrêté général d'application n°2895 du 24 novembre 1946 ;

Vu le décret n° 84 -851 du 4 juillet 1984 portant déclaration des voiries et des réseaux divers d'intérêt urbain dans les limites de la ville d'Abidjan ;

Vu le décret n° 2003-65 du 13 mars 2003 portant nomination des membres du Gouvernement ; tel que modifié et complété par les décrets n° 2003-346 du 12 Septembre 2003 et n° 2003-349 du 15 Septembre 2003 ;

Vu le décret n°2003-102 du 24 avril 2003 portant attributions des membres du Gouvernement de Réconciliation nationale ;

vu le décret n°2003 -381 du 9 Octobre 2003, portant organisation du ministère d'Etat, ministère des Infrastructures économiques ;

Vu le décret n°2004-320 du 19 mai portant intérim du ministère d'Etat, ministère des Infrastructures économiques ;

Vu le décret n°2004-382 du 9 Août 2004 portant réintégration des membres du Gouvernement de Réconciliation nationale ;

Vu l'arrêté n° 37/MEMIE/CAB du 22 mars 2002 portant création et composition de la commission chargée de l'examen des dossiers relatifs à l'occupation du domaine public de l'Etat et désignation de ses membres ;

Vu l'arrêté 101MEMIE/CAB du 8 juin 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête de commodo et incommodo ;

Vu la requête formulée le 16 juin 2003 par la société IVOIRE OIL, 18 B.P. 3213 Abidjan 18, tendant à obtenir l'autorisation d'occuper une parcelle du domaine public routier, sise à Yopougon Niangon Sud après le carrefour SIDECEI d'une contenance de 1500 m², dans la commune de Yopougon aux fins d'y construire une station de distribution de produits pétroliers ;

Vu le procès-verbal d'enquête n° 2345/MY/CAB/SG/ST du 21 mai 2004 par lequel le commissaire enquêteur révèle qu'il n'y a pas eu d'opposition ;

Vu les plans joints à ladite requête,

ARRETE :

Article premier. – La société IVOIRE OIL, 18 B.P. 3213 Abidjan 18, est autorisée à occuper temporairement une parcelle du domaine public routier, sise à Yopougon Niangon Sud après le carrefour Sidecei d'une contenance de 1500 m², dans la commune de Yopougon aux fins d'y construire une station de distribution de produits pétroliers.